



Le 18 Octobre

Agir ensemble, par la grève pour le progrès social !

Une politique de régression sociale à l'œuvre dans tout le pays...

Les différentes lois adoptées ou d'ores et déjà annoncées, qu'il s'agisse de la fiscalité (bouclier fiscal, impôt sur la fortune, droits de succession et de donation, détaxation des heures supplémentaires, déductibilité des intérêts d'emprunts...), des modalités de financement de notre système de protection sociale (franchises médicales, taxe sur la valeur ajoutée dite « sociale »...), du droit à la retraite (réforme des régimes spéciaux, allongement des durées de cotisation...), des heures supplémentaires, du droit de grève, du renforcement de l'Etat pénal et répressif, de la privatisation de GDF ... ne répondent en rien aux revendications des salariés.

S'agissant du pouvoir d'achat, dans un contexte où les prix des produits et des prestations de services de première nécessité ne cessent d'augmenter (alimentation, fournitures scolaires, électricité, gaz, carburant, transports collectifs, loyers, assurances...), le Gouvernement, sous l'aiguillon du Medef, accentue sa politique de rigueur en refusant de procéder à une revalorisation tant du SMIC que du traitement des fonctionnaires.

...comme dans toutes les Fonctions publiques...

Alors que la perte de valeur du point de l'indice s'établit aujourd'hui à - 6,05 %, ceux qui nous gouvernent se refusent à ouvrir un processus de négociation sur la revalorisation des traitements et des régimes indemnitaires versés.

Le projet de loi de finances 2008 programme 23 900 suppressions de postes de fonctionnaires de l'Etat alors que 993 emplois ont d'ores et déjà été supprimés en 2003, 4 537 en 2004, 7 392 en 2005, 5 430 en 2006 et 15 002 en 2007.

Dans le même temps, les personnels non titulaires des fonctions publiques qui travaillent dans des conditions précaires font l'objet de licenciements et de non renouvellement de contrats.

Enfin, les éléments constitutifs du système actuel de la fonction publique, à savoir le statut général des fonctionnaires, la grille des rémunérations, le code général des pensions civils et militaires, sont également dans l'œil du cyclone.

Ainsi, les différentes annonces du Président de la République sont autant d'attaques frontales contre chacun des piliers du Statut, qu'il s'agisse :

- Du développement de l'individualisation des carrières et des rémunérations.
- De la remise en cause du principe républicain du concours.
- De l'incitation à quitter la Fonction publique moyennant un «pécule».
- Du choix qui serait laissé aux nouveaux entrants entre Statut et contrat de droit privé.

En tentant de vider le Statut de sa substance, le Président met en cause les garanties collectives des fonctionnaires et leur indépendance. Cette conception dévoyée de la Fonction publique ne peut que conduire à une rupture historique avec les principes de solidarité et d'égalité d'accès au service public et à une dégradation du service rendu aux usagers.

...comme aux Finances

Aux Finances, qu'il s'agisse des administrations ou des établissements du secteur semi-public économique et financier nous avons été, nous sommes et nous restons confrontés à des politiques régressives se traduisant notamment par :

- ❑ Des privatisations, des externalisations, des mises en cause des missions de service public et d'intérêt général et de leurs conditions de mise en œuvre.
- ❑ Des fermetures, des rétractions et des réorganisations des services publics de proximité et d'intérêt général dans les territoires.
- ❑ Des plans pluriannuels de suppressions des emplois de fonctionnaires (- 2 830 au titre du projet de loi de finances 2008 !), des licenciements et des non renouvellements des contrats des personnels non titulaires.
- ❑ Une régression des droits et des garanties collectives des personnels, fonctionnaires et salariés de droit

privé, une précarisation accrue des non titulaires.

- ❑ L'absence de reconnaissance pécuniaire des qualifications acquises et mises en œuvre par les personnels (rémunérations, déroulement de carrière...).
- ❑ Une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels et même l'apparition d'une véritable souffrance au travail qui trouvent aussi leurs origines dans le développement du culte de la performance et du mérite.

Ainsi, l'éclatement du MINEFI en trois ministères, la mise en œuvre d'une révision générale des politiques publiques n'ayant pour objet réel que de fusionner des administrations (Dgi et DGCP, Dire et Diren) pour accélérer les suppressions d'emplois, les attaques contre le livret A...montrent bien que Bercy comme les établissements du secteur semi-public économique et financier constituent le bras armé et le cœur de cible de la réforme libérale.

Pour la Fédération des Finances CGT, ses syndicats des administrations publiques de l'Etat, ses syndicats du secteur semi public économique et financier, il est temps de combattre ces politiques en créant les conditions d'une intervention la plus large possible des personnels. C'est pourquoi, la Fédération des Finances CGT et ses syndicats appellent les personnels, fonctionnaires, salariés de droit privé, non titulaires, actifs et retraités, des Ministères comme des établissements financiers à s'inscrire et à participer à un mouvement de grève, le jeudi 18 octobre 2007 afin d'exiger ensemble:

- ☞ L'ouverture de réelles négociations sur l'évolution des politiques et des missions de services publics et d'intérêt général tant des administrations que des établissements financiers du secteur semi-public.
- ☞ Le maintien et le développement des services publics et d'intérêt général sur l'ensemble du territoire.
- ☞ Un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.
- ☞ Une revalorisation significative des rémunérations, des pensions et des retraites.
- ☞ L'attribution des moyens budgétaires et financiers indispensables au bon fonctionnement des services et à une réelle qualité de vie au travail y compris s'agissant des politiques de l'action sociale, de l'hygiène et de la sécurité.
- ☞ Le développement des statuts, des droits et des garanties collectives des personnels, fonctionnaires, salariés de droit privé, non titulaires.
- ☞ Le développement des systèmes de protection sociale obligatoires et complémentaires.